

Sarkozy... Président ?

Parce que cette élection est cruciale, une petite liste (non exhaustive) des hauts faits de Sarkozy, de ses prises de position, de ses dérapages, s'imposait. La liste est longue, très longue...

Chapitre 1 - DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Ou des atteintes aux Libertés et à la Démocratie

Les mesures liberticides / La Censure / La pratique du pouvoir

Chapitre 2 - DES CONFUSIONS MINISTRE/ CANDIDAT

Ou de l'utilisation des biens publics à des fins électorales

Les Renseignements Généraux... au service du Candidat / Les Préfets... au service du Candidat / La Police... évidemment, au service du candidat

Chapitre 3 - DES AMITIES UTILES

Ou de l'Art de se tisser un réseau et de le soumettre

Connivences Economiques / Connivences Médiatiques / Et ceux qui ne marchent pas au pas...

Chapitre 4 - DU GOUT DE LA CASSEROLE

Ou des amitiés utiles mais embarrassantes

Sarkozy, l'ami des repris (et pas pris) de justice / Les casseroles personnelles / Un accord improbable...

Chapitre 5 - DU REGARD PORTE SUR L'ETRANGER

Ou de l'Atlantisme Forcené et du Mépris de l'Autre

Sarkozy l'Américain / Vous aviez bien dit « non » au Traité Européen ? / Et pour le reste du monde...

Chapitre 6 - DE LA DESTINEE

Ou de la négation des valeurs philosophiques françaises

Contre la loi 1905 / Si c'est dans les gènes, alors... / Le Fameux Ministère

Chapitre 7 - DE L'HERITAGE DE LA DROITE

Ou de l'Art d'aller plus à droite encore l'ultralibéralisme

Un bilan lourd à porter : celui de ces cinq dernières années... / Toujours plus vers le FN...

Chapitre 8 - DE L'EXCITATION PERMANENTE

Ou de l'Art de faire de la Violence une Politique

Les « bourdes » du candidat Sarkozy / Un personnage égotique / Un personnage violent

CHAPITRE 1

DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

OU DES ATTEINTES AUX LIBERTES ET A LA DEMOCRATIE

Les mesures liberticides

Fichage ADN en cas d'infraction à la loi

Lionel Jospin avait mis en place le Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG) pour recueillir l'ADN des délinquants sexuels jugés coupables. La loi du 18 mars 2003 sur la sécurité intérieure a étendu le prélèvement à l'intégralité des personnes ayant affaire à la police (coupables comme suspects) quel que soit le type de délit (vols à la tire, tags, manifestations...), à la seule exception des délits financiers. Un prélèvement ADN coûte 400 €, celui-ci est conservé quarante ans.

Fichage généralisé

Le Système de Traitement des Infractions Constatées (STIC) de la police et le système JUdiciaire de Documentation et d'EXploitation (JUDEX) de la gendarmerie sont deux fichiers nationaux, en plus du casier judiciaire, regroupant procédures, infractions, individus, victimes et objets mis en cause. En tout ce sont près de 22 millions de personnes qui y sont référencées. Ces fichiers peuvent être consultés lors d'une enquête administrative ou lors du recrutement pour certains emplois (sécurité, défense...). Leur fusion est prévue pour décembre 2007 en un seul et unique fichier : ARIANE, pour un coût de 15 millions d'euros. Vient s'ajouter les fichiers des Renseignements Généraux (RG), Système d'Information Schengen (SIS) et du Système d'information d'Europol (TECS). La Commission Nationale Informatique et des Libertés (CNIL), la Fédération Informatique et Libertés (FIL), la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) et d'autres dénoncent le nombre considérable d'erreurs parfois très graves (la victime devient le coupable, etc...) contenues dans ces fichiers (environ 25%) et la quasi-impossibilité pour les personnes de faire valoir leurs droits. La CNIL a ainsi supprimé 36% des fichiers Schengen (SIS) et 44% des fichiers STIC qu'elle a été amenée à contrôler en 2005, parce qu' « erronés, manifestement non justifiés ou dont le délai de conservation était expiré ».

Carte nationale d'identité et passeport biométriques Conformément à ce que recommande l'Union européenne et à ce que réclament les Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001, la France va se doter d'une carte nationale d'identité obligatoire et payante contenant des informations biométriques sur son porteur. Elle contiendra les empreintes digitales et l'image faciale numérisée des ressortissants français. Ce dernier fichier permettra grâce aux logiciels de reconnaissance faciale le contrôle d'identité par vidéosurveillance. De plus le contrôle d'identité pourra se faire par un lecteur à distance, donc à l'insu des individus. La finalité du projet est d'instaurer une carte universelle intégrant l'identité, les informations médicales et sociales et la capacité de réaliser des transactions monétaires.

Abolition du secret professionnel

Le projet de loi sur la 'prévention de la délinquance' propose le « secret professionnel partagé » permettant aux maires d'accéder aux informations médicales, psychiatriques, sociales et scolaires de leurs concitoyens. Ils pourront les utiliser pour gérer les allocations des familles 'déviantes'.

Service Citoyen Volontaire

Vient d'être instauré dans dix régions pilotes le Service Citoyen Volontaire (SCV). Il s'agit pour les citoyens qui le souhaitent de s'engager en tant que bénévoles pour aider les forces de l'ordre à assurer la sécurité publique. Ils pourront participer « à des actions de soutien et de renforcement de l'autorité parentale, d'accueil et de suivi des victimes, de prévention, de médiation et d'explication de la loi dans le cadre de structures scolaires ». Dans le cadre de leurs fonctions ils bénéficieront de l'immunité policière. Les postulants sont invités à retirer un dossier d'inscription au commissariat le plus proche.

Taser : un pistolet de plus pour les forces de l'ordre

Le Taser est un pistolet infligeant une décharge électrique de 50 000 volts jusqu'à une distance de 10 mètres. La personne se voit neutralisée par la paralysie de son système nerveux pendant 5 secondes. Après une phase de test commencée depuis janvier 2004 sur 130 personnes, 1 000 policiers et 1 000 gendarmes ont été équipés de Taser en 2006. Le Taser ne laisse pas de traces, crée des souffrances aiguës et est susceptible d'être utilisé pour intimider, humilier, torturer ou faire parler des suspects, détenus, prisonniers ou simples citoyens. Ainsi, ce pistolet s'apparente à un objet de torture au sens de la Convention des Nations Unies contre la torture de 1984 (la France a signé ce protocole le 16 septembre 2005 et ne l'a toujours pas ratifié). Cette arme qui a déjà fait plus de 200 morts aux Etats-Unis est interdite en Belgique, en Italie, aux Pays-bas, au Danemark, en Norvège, en Serbie, à Hong Kong, au Japon, en Malaisie, en Nouvelle Zélande et au Pakistan.

Conservation des données Internet et téléphoniques

Après six mois de débat, les députés européens ont adopté la directive proposée par la Commission qui rend obligatoire la conservation par les opérateurs téléphoniques et les fournisseurs d'accès à Internet des données de connexion de leurs abonnés. Cela concerne les appels passés par les téléphones fixes et mobiles, les SMS et les e-mails. Il s'agit de pouvoir déterminer qui a communiqué avec qui, quand et combien de temps. La durée de rétention de ces données pourra aller de six mois à deux ans selon le souhait des Etats. En décembre 2005, le Sénat après l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi contre le terrorisme : tous les fournisseurs d'accès à Internet devront conserver nos données de connexion jusqu'à un an.

La Censure

La parution de la biographie de Cécilia Sarkozy, *Entre le coeur et la raison*, de Valérie Domain, chef des informations du magazine Gala, fut interdite de publication après que Vincent Barbare, responsable des éditions First qui devaient publier l'ouvrage, fut convoqué le 9 novembre 2005 à un entretien place Beauvau avec le ministre de l'Intérieur et ce malgré les 25 000 exemplaires déjà imprimés. Valérie Domain a romancé sa biographie et l'ouvrage est quasiment passé inaperçu dans les médias.

En novembre 2005, Julie Decroix et Maël de Calan, les deux responsables de la formation 'Jeunes populaires de Paris' de l'UMP, décident de quitter la structure, faisaient connaître publiquement les pressions qui ont été exercées sur eux. Ils furent suivis de Marie Guévenoux, présidente de cette formation, qui fut peu de temps après également forcée à la démission pour être remplacée par quelqu'un de plus coopératif. Ils ont ouvert le forum "Cybermilitant" pour communiquer librement sur ce qui se passait au sein de l'organisation. Avec plus de 3000 membres il devient rapidement le forum de référence pour les jeunes militants UMP qui souhaitaient émettre des avis critiques. La direction de l'UMP a obtenu sa fermeture quelques mois plus tard.

Raphaëlle Picard, pigiste à l'AFP est frappée d'interdiction professionnelle pour avoir relaté l'intervention policière du 4 octobre 2006 dans la cité des Mureaux. Elle rapportait les témoignages des habitants qui ont été violentés et braqués par les forces de l'ordre, dont de très jeunes enfants.

En août 2005, Paris Match avait publié une photo montrant l'épouse du ministre de l'Intérieur, Cécilia Sarkozy, en compagnie de son amant, le président de Publicis Events Worldwide d'origine marocaine Richard Attias. Le ministre de l'Intérieur avait alors demandé à son ami et directeur du journal, Arnaud Lagardère, le licenciement du directeur de la publication Alain Genestar. Il le sera en juin 2006.

Serge Portelli, magistrat, vice-président au tribunal de Paris, président de la 12e Chambre correctionnelle, venait de rédiger un nouvel ouvrage : '*Ruptures*', dressant le bilan des cinq ans de Sarkozy passé au gouvernement. Au dernier moment, l'éditeur a renoncé à publier ce texte, ne laissant plus le temps à un nouvel éditeur de le faire paraître avant l'élection présidentielle. L'ouvrage est disponible sur Internet.

La rédaction d'i>TELE était invitée à un repas place Beauvau avec le ministre de l'Intérieur le 6 décembre 2006. Le journaliste, Laurent Bazin, qui avait décrit cette rencontre "off" sur son blog - hébergé par la chaîne -, a du retirer l'article à la demande de la direction. Suite à de trop fortes pressions, il annonce le 24 janvier 2007 la fermeture de son blog.

En septembre 2006, la Tribune commande un sondage à l'institut CSA pour savoir ce que pensent les électeurs des candidats sur les questions économiques. 54% d'entre eux font confiance à la candidate socialiste, contre 49% à Sarkozy. La rédaction décide d'afficher en « une » : «Royal en tête sur l'économie et le social ». Le dimanche 3 septembre, François Xavier Pietri, directeur de la rédaction, demande que la une soit modifiée et le sondage passé sous silence. La société des journalistes de la Tribune se demande alors si cet « acte de censure que l'on croyait réservé aux heures les plus noires de la presse française » n'a pas un rapport avec le fait que le journal est contrôlé par le groupe LVMH de Bernard Arnault. Le directeur de la rédaction finira par accepter le sondage dans le numéro suivant, noyé dans un article sur Jospin.

Le 16 avril 2007, sur RTL, J. Macé Scaron, ancien directeur du Figaro Magazine, annonce qu'il a démissionné face aux pressions de Sarkozy. Il dénonce également le fait que tous les journaux sont soumis aux mêmes pressions.

Même constat chez J.F. Kahn : après l'article au vitriol que Marianne a consacré à Sarkozy, la rédaction a reçu des lettres leur demandant de quitter le pays et les menaçant de mort. Pression a été faite sur le créancier principal du journal pour qu'il exige un remboursement immédiat de son investissement, ce qui provoquerait la mort du journal.

La pratique du pouvoir

Sarkozy est le meilleur pour cumuler les honneurs et s'attribuer des prérogatives qu'il n'a pas. Ceci est à rapprocher du fait qu'il veuille étendre les pouvoirs du président (l'introduction d'une dose de proportionnelle n'étant qu'une concession en contrepartie). Sarkozy n'aime pas la discussion. Il dénonce sans cesse les syndicalistes (les « braillards ») et les "droit-de-l'Homme".

Sarkozy est un cumulard : conseiller général des Hauts de Seine, président du conseil général des Hauts de Seine, conseiller municipal de Neuilly, député (remplacé par son suppléant), adjoint au maire de Neuilly, ministre de l'Intérieur jusqu'à il y a peu, président de l'UMP, président de l'établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense, administrateur de la société d'économie mixte de Neuilly.

La séparation des pouvoirs ne lui dit pas grand-chose : il s'est substitué au ministre de l'Education en se mêlant du limogeage du recteur de l'académie de Lyon, au ministre de la Culture en prenant position lors des débats sur la licence globale, au ministre des Affaires Etrangères (et au Président au passage) en se mêlant de politique étrangère... Et évidemment il a transgressé la séparation des pouvoirs en donnant son avis sur les façons de procéder des juges de Bobigny (« laxistes » selon lui). Il a ignoré la présomption d'innocence en accusant ouvertement I. Colonna avant que celui-ci ne soit déféré devant la justice. Selon le Canard Enchaîné du 13 décembre 2006, Sarkozy, conscient des intentions de vote des jeunes de banlieues à son égard, a délibérément annulé, en septembre 2006, la campagne d'encouragement aux inscriptions sur les listes électorales prévue par son ministère. De même la mise en place des ordinateurs de vote, en accord avec les mairies, s'est faite dans une opacité totale et sans aucun contrôle citoyen. Tous les candidats se sont prononcés pour un report, un moratoire, un abandon de cette technique ; seul Sarkozy y était favorable... Il est facile de trafiquer les ordinateurs. Par exemple, D. Wallach indique que le mode « superviseur » des ordinateurs Ivotronics d'ES&S (utilisés en France à Saint Malo et Meylan) « est seulement protégé par un mot de passe de trois caractères – celui de la sortie d'usine – largement connu ».

La culture du chiffre a eu des effets négatifs : comme démanteler les grands réseaux de drogue ou de prostitution réclame du temps, des effectifs, etc... on a multiplié les contrôles et les amendes sur les prostituées au nom de la loi sur le racolage passif, de jeunes au nom du rassemblement dans les halls d'immeuble... Les vols ont baissé, mais en grande partie parce que les vols de... portables ont baissé de 40%. Pour les autres chiffres, les voici en vrac : augmentation des atteintes volontaires aux personnes : + 8,1% en 2002, + 6,9% en 2003, +2,6% en 2004, + 7,8% en 2005 + 9,8% en 2006 ; incendie de biens privés + 59% en 5 ans, incendie de biens publics + 35% en 5 ans.

Il a baissé considérablement les prérogatives de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité et réduit son budget comme peau de chagrin : seuls 510,77 euros sont alloués tous les ans pour faire suite aux plaintes déposées contre les bavures et les abus de pouvoirs policiers ; plaintes qui ont pourtant augmenté de 26% en un an... On avance le fait qu'il a démissionné du ministère avant l'élection contrairement à Jospin. Mais Jospin avait attendu la fin de la session parlementaire pour annoncer sa candidature, et contrairement à Sarkozy, son directeur de cabinet et son directeur de campagne n'étaient pas une seule et même personne...

Petite anecdote : en 2005, Privacy TN (ONG de défense des Droits de l'Homme) a attribué à Sarkozy le Prix Orwell (l'auteur de Big Brother).

CHAPITRE 2

DES CONFUSIONS MINISTRE / CANDIDAT

OU DE L'UTILISATION DES BIENS PUBLICS A DES FINS ELECTORALES

Les Renseignements Généraux... au service du Candidat

Les RG sont soupçonnés par Le Canard Enchaîné d'avoir enquêté fin novembre sur le patrimoine du couple Ségolène Royal - François Hollande et par le Nouvel Observateur d'interroger et d'avoir fiché certains riverains du QG de campagne du candidat UMP, au 18, rue d'Enghien, à Paris dans le Xe arrondissement. "Ce que je trouve depuis longtemps grave c'est qu'on ait le mélange entre candidat à la présidence de la république et ministre de l'intérieur.

Le ministre de l'Intérieur est celui qui est chargé d'organiser les élections et donc, normalement, sa position est une position de neutralité", a dit Bayrou sur RTL. Dans un précédent article, Le Canard Enchaîné affirmait que le cabinet de Sarkozy avait ordonné une enquête des RG sur Bruno Rebelle, ex-directeur de Greenpeace France et collaborateur de Ségolène Royal, chargé de l'environnement. Le militant écologiste a porté plainte pour "atteinte à la vie privée". Un ancien ministre de la Santé, Xavier Bertrand, qui est également le porte-parole de campagne de Nicolas Sarkozy, a été accusé par le PS de pratiquer la confusion des genres en demandant à son administration de travailler sur les propositions de son candidat."Xavier Bertrand utilise les moyens de la République pour évaluer et chiffrer la proposition de franchise à 100 euros sur les consommations de soins", affirme Pascal Terrasse, secrétaire national à la Santé.

Les Préfets... au service du Candidat

Selon Le Canard Enchaîné, Sarkozy a profité de son statut de ministre pour commander aux préfets des enquêtes « de terrain » très particulières. Exemples : le pouvoir d'achat et la vie chère, le chômage des jeunes... Les préfets sont chargés de rendre des rapports sur l'état de leur département, mais comme a confié l'un d'eux, « là, c'est un peu gros ».

La Police... évidemment, au service du candidat

Depuis l'installation de son QG de campagne au n°18 de cette rue, les immigrés sont systématiquement contrôlés et beaucoup ont déserté les lieux. Les boutiques sont moins fréquentées, car les voitures officielles et les cars de CRS occupent les places et font tourner leurs moteurs, enfumant riverains et passants... Les Renseignements Généraux, décidément fort actifs ces temps-ci, ont mis le quartier sous haute surveillance. Les habitants des trois immeubles qui font face au QG ont été priés de répondre à un «recensement de sécurité» en appelant un agent des RG, qui leur conseille de ne pas recevoir de paparazzi, évoque des «dangers terroristes» ou la présence d'un sniper sur les toits. Et les voilà fichés. Lundi 5 février, à 6 heures du matin, les «dangereux terroristes» étaient les Kurdes du centre culturel Ahmet-Kaya, situé au... 16 de la rue d'Enghien. Sous prétexte d'une enquête contre le «blanchiment d'argent» et le «financement du terrorisme», les locaux ont été perquisitionnés : portes défoncées, tiroirs vidés, chaises renversées, les policiers sont repartis avec trois ordinateurs et les dossiers de tous les adhérents.

L'après-midi, dénonçant cette «perquisition totalement illégale», une cinquantaine de Kurdes manifestaient devant le centre, dans une rue dont les extrémités étaient bloquées par une dizaine de cars de CRS, pour empêcher l'arrivée d'autres manifestants. Sarkozy

candidat n'a laissé personne oublier qu'il est ministre de l'Intérieur. Et quand le «premier flic de France» installe son QG dans un quartier populaire, c'est sous très, très haute protection. Mentionnons aussi, pour la petite histoire, l'affaire du scooter du fils Sarkozy, retrouvé grâce à des analyses ADN. Ces dernières coûtant 400 € aux frais du contribuable, on regrette qu'elles aient été employées pour ce genre de petit délit plutôt que pour résoudre d'autres affaires plus graves... Enfin, le Ministre de l'Intérieur a fait payer ses transports au frais du contribuable pour les besoins de sa campagne. Les factures des déplacements en avion, en hélicoptère, etc., étaient en effet « justifiés » par son statut de ministre de l'Intérieur. Grâce aux impôts, il a notamment pu voyager aux Antilles, au Mali, au Bénin, en Guyane, aux Etats-Unis, au Sénégal et en Algérie. Tout cela sous l'étiquette du ministre, alors qu'il en profitait pour énoncer des propositions de campagne...

CHAPITRE 3

DES AMITIES UTILES

OU DE L'ART DE SE TISSER UN RESEAU ET DE LE SOUMETTRE

Connivences Economiques

Nicolas Sarkozy décrit son témoin de mariage, Martin Bouygues comme « son meilleur ami ». Ce dernier dirige le groupe Bouygues coté aux CAC 40 qui regroupe trois grands secteurs : la téléphonie mobile avec Bouygues Telecom ; la construction d'infrastructures publiques : autoroutes, ponts, complexes, mais également les dernières prisons pour mineurs commandées par le ministre de l'Intérieur... Il est très proche des deux plus gros fabricants d'armes français et principaux propriétaires de presse : Arnaud Lagardère (président du conseil d'administration d'EADS qui possède 7,5% du capital d'Airbus) et Serge Dassault (entreprise d'armement). Les deux principaux concurrents qui se partagent l'industrie du luxe en France François Pinault (Mittal Steel, Alexander McQueen, Balenciaga, Conforama, FNAC, Gucci, La Redoute, Le Printemps, Yves Saint Laurent...) et Bernard Arnault, son autre témoin de mariage, première fortune de France et septième du monde avec 20 milliards d'euros, qui possède le premier groupe de luxe au monde LVMH (Céline, Chaumet, Dior, Donna Karan, Emilio Pucci, Fendi, Givenchy, Guerlain, Kenzo, Louis Vuitton, Marc Jacobs, Sephora, TagHeuer...) lui sont également très proches. On lui compte aussi comme amis personnels Jean-Claude Decaux (JC Decaux), Dominique Desseigne (Groupe Lucien Barrière : premier groupe européen de casinos), Edouard de Rothschild (banque Rothschild, Global Asset Management), Philippe Charrier (Procter & Gamble), Carlos Ghosn, Michel Edouard Leclerc...

Connivences Médiatiques

Les Amitiés dans le privé (80% des médias français...) :

- Dassault, ami de Sarkozy, qui a assuré la succession de son père Marcel Dassault : Socpresse soit L'Express, L'Expansion, L'Étudiant, L'Entreprise, Mieux vivre, Côté Sud, Figaro, Figaro Magazine Madame Figaro, TV Magazine,... 70 titres en tout.
- Lagardère, participe aux meetings de Sarkozy : groupe Hachette Médias soit : Elle, Isa, Jeune & Jolie, Top Famille Magazine, Psychologies magazine, France Dimanche, Ici Paris, Public, Entrevue, Choc, Paris Match, Le Journal du Dimanche, Télé 7 Jours, TV Hebdo, Disney Hachette Presse, Pariscope, Groupe Nice-matin, La Provence... Plus Lagardère Active pour la radio et la télé : Europe 1, Europe 2, RFM, Lagardère Active Radio International, MCM, Mezzo, Canal J, Tiji, Filles TV, Gulli, Europe 2 TV, DEMD Productions, GMT Productions, Image & Compagnie, Les Productions 22, Telmondis, Aubes Production, Phare Ouest, Leovision, Lagardère Images, International, Lagardère Network International, Lagardère Publicité..., plus les éditions Hachette,
- Bouygues, témoin à son mariage, parrain de son fils Louis, le « meilleur ami » de Sarkozy : TF1, Eurosport, LCI, TV Breizh, Odyssée, Histoire, TFOU, Eurosport 2, Ushuaïa TV, JET, TF6, Série Club, TMC Monte Carlo, Pink TV, Sportitalia, France 24 (lancée en 2006, participation à 50 % avec France Télévisions), Métro qui fait partie du groupe TF1, de même que l'Humanité (sic), plus les boîtes de production...
- Bolloré : Direct 8, Direct Soir, La Société française de production (SFP),...
- Rothschild, avec qui il part en vacances : Libération. Un article ne plaisait pas à Sarkozy dans un des Libération. Il téléphone à Edouard de Rothschild : « vous êtes un journal de merde ! Avec des journalistes de merde ! ». Il a ensuite donné son avis sur le directeur que ne devrait pas engager le journal.
- Arnault, témoin à son mariage : La Tribune, Investir, Radio Classique...
- Pinault, un ami de vélo, actionnaire du Point.

- Minc, président du directoire du Monde.
- Elkabbach (qui l'a consulté sur le recrutement du journaliste chargé de couvrir sa campagne pour Europe 1,
- Le Lay et Mougeotte de TF1, TF1 l'ayant informé en avance sur le recrutement d'Harry Roselmack,
- Franz-Olivier Giesbert (FOG) directeur du Point, qui a remplacé Duhamel (qui avait pris position pour Bayrou) sur RTL.
- A LCI il est très proche de Buisson.
- Avec Michel Denisot, il a écrit un livre d'entretiens : Au bout de la passion, l'équilibre.

Grâce à tout cela, les différentes sorties de Sarkozy (par exemple sur la génétique) ne sont que peu traitées dans les médias. L'affaire de la pédophilie inscrite dans les gènes a mis par exemple dix jours pour que les médias réagissent, et encore, parce que Bayrou a affirmé que cela le « glaçait ». De même, il prend plaisir à lancer aux journalistes qui lui font cortège : « Je connais très bien votre patron. Je sais ce qui se passe dans votre rédaction »... il s'est vanté au Figaro : « Maintenant, dans les réunions publiques c'est moi qui fais les questions et les réponses et, à la sortie, les gens ont l'impression qu'on s'est vraiment parlé ». Et les traitements de faveur dans le service public...

- Arlette Chabot l'a reçu trois fois dans l'émission 100 minutes pour convaincre, il est le seul dans ce cas,
- Drucker l'a reçu plusieurs fois également dans Vivement Dimanche,
- JP Cluzel est le directeur de Radio France, ancien conseiller de Jacques Chirac, et parrain d'un des enfants d'Alain Juppé,
- Carolis, président de France télévision, choisi par Bernadette Chirac,
- Pierre Louette, de l'AFP, est également un ami et ancien du cabinet de Balladur.

Et même au CSA... Michel Boyon, ancien directeur de cabinet de Raffarin, a été nommé par Chirac à la tête du CSA, chargé de l'impartialité (sic) des médias...

Et ceux qui ne marchent pas au pas...

L'affaire France Europe Express

Selon Le Canard enchaîné paru mercredi 21 mars, le ministre de l'Intérieur et candidat UMP, Nicolas Sarkozy, a piqué une grosse colère, dimanche 18 mars, dans les locaux de France 3. Invité de l'émission "France Europe Express", animée par Christine Ockrent, Nicolas Sarkozy est arrivé avec "une escouade de garde du corps, de conseillers et sa maquilleuse personnelle". Mais une fois dans la loge, le candidat a été invité à patienter, tous les sièges étant déjà occupés par les autres invités de l'émission. Au bout d'un moment, le ministre a perdu patience, toujours selon l'hebdomadaire satirique: "Je ne veux pas attendre plus longtemps, je veux me faire maquiller tout de suite". Puis, encore un peu plus tard: "Mais enfin, il n'y a personne pour m'accueillir. La direction n'est pas là? Ce n'est pas normal. Qu'est-ce qu'ils font? Qui suis-je pour être traité ainsi?". Nicolas Sarkozy aurait alors fait mine de partir, déclenchant la panique parmi les journalistes, avant de "péter les plombs": "Personne n'est là pour m'accueillir. Toute cette direction, il faut la virer. Je ne peux pas le faire maintenant. Mais ils ne perdent rien pour attendre. Ça ne va pas tarder."

L'affaire France 3 Nord Pas-de-Calais

Les syndicats SNRT-CGT, SNJ-CGT et USNA-CFTC de France 3 Nord-Pas-de-Calais/Picardie se disent "inquiets", lundi 2 avril, du "contexte de mises en cause de France 3", après la critique vigoureuse d'un reportage de la station par le candidat UMP à la présidentielle Nicolas Sarkozy. Sarkozy avait qualifié de "malhonnête" un reportage diffusé le 28 mars sur le dossier de la fabrication des passeports biométriques par l'Imprimerie nationale à Flers-en-Escrebieux. La vidéo circule depuis sur le Web.

Les « Charognards »

“Avec des amis comme vous, je suis bien, ça fait plaisir d’être avec vous. Si vous avez des questions à poser, posez vos questions, espèces de charognards.” A déclaré N. Sarkozy devant un parterre de journalistes à Baux en Provence...

CHAPITRE 4 DU GOUT DE LA CASSEROLE OU DES AMITIES UTILES MAIS EMBARRASSANTES

Sarkozy, l'ami des repris (et pas pris) de justice

Patrick Balkany

Condamné le 7 Mai 1996 par le tribunal de grande instance de Nanterre, jugement confirmé en appel et en cassation, à 15 mois de prison avec sursis, deux ans d'inéligibilité, 30.000 euros d'amende et près de 120.000 euros de dommages et intérêts, "pour avoir affecté trois agents municipaux de la ville de Levallois-Perret à son usage personnel". Pour les petites histoires de mœurs, Balkany a été accusé d'avoir forcé une femme à lui faire une fellation sous la menace d'un pistolet.

Alain Carignon

Définitivement condamné en 1996 pour corruption et subornation de témoins: quatre ans de prison ferme, 60 980 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Il a été condamné parce qu'entre 1984 et 1993, il a bénéficié d'avantages matériels pour satisfaire ses ambitions personnelles, totalisant 2,9 millions d'euros : voyages en avion taxi, appartement de 280 m2 à Paris, croisière de luxe en Méditerranée, leçons d'anglais et renflouement de ses journaux électoraux Dauphiné News et News Gratuit... Ces cadeaux lui ont été offerts par les groupes MERLIN et LYONNAISE DES EAUX qui ont obtenu en échange, en 1989, la délégation du service des eaux de la ville à leur filiale commune, la société COGESE.

Jacques et Bernadette Chirac

- Affaire Euralair dans laquelle on soupçonne Bernadette d'avoir bénéficié de six billets d'avion gratuits entre 98 et 99 alors que la compagnie aérienne était en quasi faillite.
- Affaire des frais de bouche de l'Hôtel de ville de Paris : 4000 francs par jour.
- Affaire des emplois fictifs de la ville de Paris pour laquelle Juppé (voir plus haut) a payé à leur place.....

D'autres faits, non répréhensibles par la justice ceux là, sont significatifs de la conscience qu'a la femme du Président de la République de l'utilisation des deniers publics. Dans un reportage sur le fonctionnement de l'Élysée sous Chirac, le journal Capital nous apprend que Bernadette a annexé une aile de l'Élysée pour son usage personnel (ses bonnes oeuvres) avec pas moins de 21 personnes employées à son seul service.

Renaud Donnedieu de Vabres

Le tribunal correctionnel de Paris a reconnu Renaud Donnedieu de Vabres coupable de blanchiment d'argent dans l'affaire du financement illégal du Parti républicain, et l'a condamné à 15 000 euros d'amende. Il s'agissait d'un prêt fictif du Fondo Sociale de Cooperazione Europa (FSCE), en contrepartie d'un dépôt de 5 millions de francs en liquide dans une banque du Luxembourg pour le financement illégal du Parti Républicain. Le 12 juin 2002, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté son pourvoi.

Doc Gynéco

Condamné pour fraude fiscale en décembre dernier, doit régler une amende de 700.000 euros au Fisc.

Alain Juppé

Condamné le 30 janvier 2004 par le tribunal correctionnel de Nanterre à dix-huit mois de prison avec sursis et à une peine de dix ans d'inéligibilité (peine réduite en appel à quatorze mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris.

Gérard Longuet

Impliqué dans plusieurs affaires judiciaires, notamment celle de la construction de sa villa de Saint Tropez, ainsi que celle de l'affaire des marchés publics d'Ile de France, où il sera relaxé contre l'avis du parquet.

Alain Madelin

02/02/1984, infraction : « Injures ou menace envers le Président de la République française » (Article 73 du Règlement de l'Assemblée nationale)

Charles Pasqua

Inquiété dans plusieurs affaires, dont les armes pour l'Angola ou l'affaire des HLM des Hauts de Seine, mais mis à l'abri au Sénat par son ancien disciple l'actuel président du conseil général du 9-2 (Sarkozy lui même).

Didier Schuller

Didier Schuller a financé ses activités politiques à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) entre 1988 et 1994 par des entreprises de BTP. En première instance, Didier Schuller a été condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont deux fermes, 150.000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité par le tribunal correctionnel de Créteil. En appel, l'avocat général a requis un an d'emprisonnement ferme pour "trafic d'influence" et "recel d'abus de biens sociaux". Le 25 janvier 2007, la cour d'appel de Paris a condamné l'ancien conseiller général RPR des Hauts-de-Seine, Didier Schuller, à un an de prison ferme et deux ans avec sursis, 150 000 euros d'amende et cinq ans de privation des droits civiques, civils et familiaux pour avoir fait financer de façon occulte des activités politiques à Clichy.

Bernard Tapie

Condamné en appel en juin 1997 dans l'affaire du yacht, le « Phocéa » à dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis pour fraude fiscale, et à trente mois d'emprisonnement avec sursis pour abus de biens sociaux. En première instance, il avait été condamné, le 31 mai 1996, par le tribunal correctionnel de Paris à six mois ferme pour fraude fiscale, et à trente mois avec sursis et dix ans d'interdiction de gérer pour abus de biens sociaux et banqueroute. Condamné, le 1er juillet 1996, dans l'affaire Testut à deux ans de prison avec sursis, 300.000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de gérer pour "abus de biens sociaux". Condamné en appel en novembre 1995, à deux ans de prison dont 16 mois avec sursis, 20 000 francs d'amende et trois ans d'inéligibilité dans l'affaire OM Valenciennes.

Jean et Xavière Tiberi

Jean Tiberi, député UMP de Paris, ancien président de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) des HLM de Paris, a été mis en examen, en juin 1999, par le juge de Créteil, Eric Halphen dans le cadre de l'enquête sur le contournement des procédures

légales d'appel d'offres des marchés des HLM parisiens (Affaire des HLM de Paris). Il a bénéficié d'un non-lieu.

Jean Tiberi reste mis en examen dans l'Affaire des faux électeurs du Ve arrondissement. Le 9 mars 2006, la chambre de l'instruction de la cour d'appel avait rejeté la demande de Jean Tiberi d'annulation de sa mise en examen, de son interrogatoire de première comparution et de tous les actes d'instruction qui ont suivi. Son pourvoi en cassation a été rejeté fin avril. Au total, 13 personnes sont poursuivies, dont l'épouse de M. Tiberi, Xavière, l'ancien secrétaire général de la mairie du Ve Raymond Nentien et plusieurs proches du maire. Une quatorzième personne mise en examen est aujourd'hui décédée. L'enquête avait débuté à la suite d'une plainte de Lyne Cohen-Solal, actuelle adjointe PS au maire de Paris Bertrand Delanoë, qui dénonçait des inscriptions ou radiations indues sur les listes en vue des élections municipales de juin 1995 et des législatives de mai-juin 1997.

Les casseroles personnelles

Tchernobyl

Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande à Nicolas Sarkozy de s'expliquer sur son inaction à propos des conséquences du passage du nuage de Tchernobyl sur la France et sur sa part de responsabilité dans le mensonge d'Etat qui a été mis en œuvre à cette occasion et par la suite. En effet, en 1987, quelques mois à peine après la catastrophe de Tchernobyl et la contamination de la France, Sarkozy était Chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques au ministère de l'Intérieur. Est-il possible qu'il n'ait pas eu à travailler sur les conséquences du passage du nuage de Tchernobyl sur la France ? Sarkozy, qui prétend dire toutes les vérités et briser tous les tabous, ne s'est-il pas de lui-même posé des questions ? N'a-t-il pas entendu parler du nuage de Tchernobyl ?

Quelques années plus tard, Sarkozy a occupé le poste de ministre de l'Intérieur de mai 2002 à mars 2004, puis en 2005 et 2006. Il a donc eu largement l'occasion d'entrer en possession de toutes les informations sur le nuage de Tchernobyl et de les rendre publiques. Il n'en a rien fait. Une telle mise au point est d'autant plus nécessaire que M Sarkozy s'est révélé être un infatigable promoteur de l'industrie nucléaire, que ce soit lors de son passage au ministère de l'économie (2004-2005) ou lors de diverses interventions en tant que Président de l'UMP. Comme par hasard, cet épisode de la carrière de Sarkozy ne figure pas dans ses biographies officielles.

Patrimoine et impôt sur la fortune

Nicolas Sarkozy a indiqué le 18 janvier qu'il paie l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) depuis 2006, qu'il possède un patrimoine imposable de 1,137 million d'euros déclaré au 1er janvier 2006 et s'est acquitté d'une somme de 1 988 euros à ce titre. Le Canard Enchaîné, repris par d'autres médias, a soulevé plusieurs questions à ce propos, elles n'ont pas eu de réponse : « Quelle est la nature exacte du patrimoine du candidat ? », « Pourquoi n'a-t-il pas payé l'impôt sur la fortune en 2005 et les années précédentes ? ». Le directeur général des impôts Bruno Parent a fait savoir en janvier qu'il ne pouvait pas "évoquer la situation d'un contribuable nommément désigné". Puis, dans sa lettre du 5 mars 2007, il a indiqué qu'il n'y avait pas "d'anomalie" dans les déclarations de l'impôt de solidarité du candidat. Nicolas Sarkozy a déclaré le 5 mars qu'il estime avoir apporté tous les éléments nécessaires sur cette question.

Relations avec le groupe Lasserre

Nicolas Sarkozy est mis en cause depuis la mi-janvier au sujet de ses relations avec ce groupe immobilier, en charge de la plupart des opérations à Neuilly depuis 1980. La

controverse concerne d'une part les "faveurs" dont le maire de Neuilly aurait fait bénéficier le groupe Lasserre en 1997, et d'autre part la réduction substantielle que semble avoir consenti le groupe immobilier à Nicolas Sarkozy lors de l'achat d'un appartement sur l'île de la Jatte. Cette controverse a donné lieu à plusieurs courriers de Nicolas Sarkozy au Canard enchaîné. Nicolas Sarkozy a acheté en 1997 un duplex de 233 m² sur l'île de la Jatte à Neuilly, pour la somme de 876 227 euros. Sur la base d'une analyse des prix d'achat d'autres appartements dans la même résidence à la même époque, Le Canard enchaîné affirme que le promoteur immobilier, aurait fait une réduction sur le prix d'achat de l'ordre de 12 à 35% : Nicolas Sarkozy a acheté en 1997 à 24 636 F le mètre carré, alors que les prix du marché s'élevaient entre 27 871 F à 37 624 F le mètre carré. Il aurait donc bénéficié d'un rabais s'élevant entre 750 000 et 3 000 000 francs.

Par ailleurs, d'après les factures publiées par l'hebdomadaire satirique, le promoteur a réalisé à la demande des Sarkozy une série de travaux afin de transformer les deux lots en un seul duplex (d'une valeur de 925 002 F TTC), et enfin une autre série de travaux d'aménagements (dallage marbre, revêtement de l'escalier de chêne, etc.) d'une valeur de 907 553 F (également à la charge du promoteur). Le couple Sarkozy aurait ainsi économisé entre 2 et 4,4 millions de francs sur l'achat et l'aménagement de l'appartement. Le Canard Enchaîné, dans son édition du 7 mars, estime que les réponses que lui a adressé Nicolas Sarkozy dans son courrier du 2 mars ne correspondent pas aux éléments figurant sur les factures publiées. Par ailleurs, dans son numéro du 14 mars 2007, Le Canard enchaîné affirme qu'au moment où Nicolas Sarkozy, est maire de Neuilly, la mairie permet au groupe Lasserre d'effectuer une économie de 5 MF (755 000 euros) sur l'achat de terrains de l'île de la Jatte via la société d'économie mixte Sem 92. Nicolas Sarkozy explique dans une lettre datée du 13 mars que les rabais étaient liés à une crise de l'immobilier de 1997 ; l'hebdomadaire estime que la crise a eu lieu en 1992 et 1993, et que d'après la direction régionale de l'équipement de l'Île de France, la progression a repris dès 1995, ce qui aurait été confirmé en 1996 par la presse économique. Les conditions d'aménagement de l'île de la Jatte ont fait l'objet d'observations critiques de la Chambre régionale des comptes d'Île de France.

Affaire Clearstream 2

Le nom de Nicolas Sarkozy apparaît indirectement sur les listings truqués de la société Clearstream. Par le biais de son avocat Thierry Herzog, il se porte partie civile dans cette affaire le 31 janvier 2006, relançant ainsi une affaire alors assoupie, relance à l'origine d'une importante crise politique en avril-mai 2006. Selon le corbeau, le ministre de l'Intérieur aurait disposé de deux comptes dans une banque milanaise, la Banca popolare di Sondrio, déguisés sous des noms tirés de son identité complète, rappelant ses origines hongroises : Nicolas Paul Stéphane Sarközy de Nagy-Bocsa. Par-là, le corbeau sous-entendait que les personnes citées par le courrier, y compris Nicolas Sarkozy, auraient touché des pots-de-vin dans l'affaire des frégates de Taïwan. Nicolas Sarkozy exige des explications auprès de Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, et du patron de la DST. La Banca popolare di Sondrio reçoit une commission rogatoire par l'intermédiaire du tribunal de Milan le 5 novembre 2004 et envoie une réponse négative le 16, affirmant que Clearstream ne détient pas de comptes personnels.

Malgré cette célérité de la banque, ces résultats innocentant Nicolas Sarkozy n'ont été communiqués au juge Renaud Van Ruymbeke qu'à la fin de 2005. Le journaliste Stéphane Denis affirme dans une interview au Point du jeudi 11 mai qu'il avait transmis en septembre 2004 et avril 2005 un message oral du général Rondot à Nicolas Sarkozy sur l'enquête Clearstream. Nicolas Sarkozy a été entendu le 11 mai 2006 en tant que témoin assisté par le juge Jean-Marie d'Huy chargé de l'enquête. Imad Lahoud, l'auteur présumé des falsifications des listings, a affirmé début novembre 2006 qu'il avait rencontré Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'économie, deux fois en 2004 pour « évoquer » ce dossier, ce que

Sarkozy dément. L'affirmation de Lahoud concorde avec la thèse du journaliste Éric Decouty, qui affirme que cela prouve que Nicolas Sarkozy aurait été mis au courant de la manipulation dont il était l'une des cibles plus tôt qu'il ne le prétend (2005) et qu'il a essayé de tirer profit politiquement de cette situation en laissant faire.

Les petites affaires pas très morales

Son cabinet d'avocat, société Arnault Claude - Nicolas Sarkozy, est spécialisé dans les expulsions de locataires après vente à la découpe ; il continue de porter son nom alors qu'il n'y exerce plus depuis longtemps, a encore beaucoup d'actions et continue de toucher les dividendes (214 000 euros en 2002). Il a publié un livre consacré à George Mandel, grand résistant, son « idole » comme il l'aime à le répéter, cependant ce livre est pour partie un plagiat copier coller de la thèse universitaire de Bertrand Favreau, certaines erreurs comprises.

Un accord improbable : Sarkozy - Chirac !

Selon le Canard Enchaîné, Sarkozy a acheté le ralliement de Chirac en lui promettant une amnistie déguisée pour toutes les affaires qui le concernent. Une amnistie directe étant trop visible, Sarkozy voudrait faire voter, dès le début de la législature, un énième texte de loi sur la délinquance, en y incluant un article stipulant que tout délit non poursuivi pendant dix ans devra être abandonné. Ainsi, les affaires de Chirac disparaîtront, de même, et c'est à noter, que les affaires des Hauts de Seine dans lesquelles Sarkozy a un rôle trouble (affaire de la Fondation Hamon où a mouillé Pasqua) qui ont plus de dix ans, tout comme les affaires du groupe Lasserre (1997).

CHAPITRE 5

DU REGARD PORTE SUR L'ETRANGER

OU DE L'ATLANTISME FORCENE ET DU MEPRIS DE L'AUTRE

Sarkozy l'Américain

« Je suis un étranger dans mon propre pays » Sarkozy se plaît à raconter cela aux étudiants de l'Université de Columbia lors de l'un de ses déplacements outre-atlantique (discours à Columbia, 04/10/04). « Certains en France m'appellent Sarkozy l'Américain. J'en suis fier... Je partage beaucoup de valeurs américaines » (24/06/04). Effectivement, il est inspiré par le modèle américain. Et les valeurs qu'il lui a empruntées ne sont pas forcément les meilleures. Sarkozy est resté discret pendant la déclaration de guerre à l'Iraq. Il a regretté que la France ait brandi son droit de veto pour s'opposer à la guerre. Il a stigmatisé l' « arrogance » de Villepin à la tribune des Nations Unies. Un de ses fidèles lieutenants, Madelin, s'est ouvertement déclaré pour la guerre.

Tout comme George W. Bush, il a mis en place une politique sécuritaire, tout comme lui, il a accepté de sacrifier certaines de nos libertés fondamentales à la sécurité. Pour les deux, seul le mérite personnel doit être exalté et la solidarité n'est rien d'autre que de l'assistanat. De même, il considère la religion comme un moteur essentiel de la société, un cadre social : « Lorsqu'il y a un prêtre ou un pasteur dans un village pour s'occuper des jeunes, il y a moins de laisser-aller, de désespérance, et finalement de délinquance » (21/06/05). C'est la conception américaine de la religion, et non la française qui relègue la religion dans la sphère du privé.

Vous aviez bien dit « non » au Traité Européen ?

Et bien lui, il dira « oui », en faisant ratifier un traité similaire par le seul Congrès (Assemblée Nationale et Sénat réunis à Versailles). De toute façon, Sarkozy n'apprécie pas la pratique référendaire et ne s'en servira pas s'il est élu... Etrange pour un « gaulliste » !

Et pour le reste du monde...

Sarkozy vs le monde entier

- Quelques unes des sorties de Sarkozy à l'encontre d'autres pays :
- Le Japon : « Comment peut-on être fasciné par ces combats de types obèses au chignon gominé ? Ce n'est pas un sport d'intellectuel, le sumo. » (Paris-Match, 15-01-2004.)
 - La Russie : « Qu'est ce qu'on veut ? Que je sois un admirateur de la société russe ? » New York, 10-09-2006
 - La Suisse : « C'est un livre que Cohen a écrit en 68, sur les bords du lac de Genève. En 68... Il devait s'emmerder comme un rat » billet supprimé du blog de Laurent Bazin après intervention de la direction de i-Télé.
 - L'Afrique : « L'Afrique ne peut pas être exonérée de sa propre responsabilité sur son échec économique » (déclaration au Sénat, Le Figaro du 7 juin 2006). « La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique » (Nicolas Sarkozy, déplacement au Mali, 19 mai 2006),
 - La Turquie : « Si la Turquie était européenne, ça se saurait » (Nicolas Sarkozy, Le Figaro, 19 décembre 2004)
 - L'Allemagne : « La France n'a pas à rougir de son histoire. Elle n'a pas commis de génocide. Elle n'a pas inventé la Solution Finale. Elle a inventé les droits de l'Homme et elle

est le pays du monde qui s'est le plus battu pour la liberté ». Les gentils Français contre les méchants Allemands. Quelle vision fine de la géopolitique !

Le monde vs Sarkozy

Les journaux étrangers, contrairement aux français, sont bien plus virulents à l'égard de Sarkozy. Le correspondant d'une radio suédoise interroge : « Sarkozy ne représente-t-il pas un risque de dictature ? ». Le Süddeutsche Zeitung de Munich dépeint « un macho sans scrupule et brutal qui joue avec la peur des gens ». El Pais, en Espagne, fait de lui l'héritier des « régénérationnistes de la droite espagnole de la fin du XIXe siècle ». La presse italienne insiste sur sa proximité avec la droite post fasciste de la péninsule (qui s'est avec Gianfranco Fini, ouverte à la modernité. N'oublions pas que Fini est un ami de Sarkozy, il a préfacé un de ses livres...)

CHAPITRE 6 DE LA DESTINEE OU DE LA NEGATION DES VALEURS PHILOSOPHIQUES FRANÇAISES

Contre la loi 1905

Nicolas Sarkozy a, à plusieurs reprises, montré sa légèreté sur la question essentielle de la laïcité. Cela a commencé avec son énorme investissement personnel pour intégrer dans le Conseil français du culte musulman (CFCM) la frange radicale, intégriste et financée par les pays du Golfe qu'est l'UOIF. « Cet accord marque le triomphe des Frères musulmans de l'UOIF qui ont reçu les félicitations de Nicolas Sarkozy », déclarait Abderrahmane Dahmane, président de la coordination des musulmans de France, défenseur d'un Islam modéré, ex colistier de Philippe Séguin. Sarkozy « donne les clés de l'Islam français à des fondamentalistes », ajoutait-il (Le Parisien, 12 février 2003). Sarkozy comptait s'appuyer sur l'UOIF pour calmer les banlieues en novembre 2005. Celle-ci édicte donc une fatwa appelant au calme. Las, la fatwa ne sert à rien, elle n'est pas écoutée voire méprisée.

Cela a continué en novembre 2003, sur France 2, lorsque le ministre de l'intérieur annonça sa décision de nommer un « préfet musulman », comme si la religion de Monsieur Aïssa Amouche pouvait le rendre digne d'être nommé au grade de préfet de la République. Sarkozy a dévoilé le fond de sa pensée : « On ne peut pas éduquer les jeunes en s'appuyant exclusivement sur des valeurs temporelles, matérielles, voire même républicaines [...]. La dimension morale est plus solide, plus enracinée, lorsqu'elle procède d'une démarche spirituelle, religieuse, plutôt que lorsqu'elle cherche sa source dans le débat politique ou dans le modèle républicain. [...] La morale républicaine ne peut répondre à toutes les questions ni satisfaire toutes les aspirations. » (Nicolas Sarkozy, La République, les religions, l'espérance, 2004). Plus grave, le dernier chapitre du livre marque une réelle complaisance envers les mouvements sectaires, invitant même à la reconnaissance des « nouveaux mouvements spirituels ». Tous les spécialistes de la scientologie bondirent en reconnaissant cette expression, fer de lance du lobbying scientologue dans les pays anglo-saxons...

Dans le cas précis de la scientologie, la faiblesse vire à la complaisance. Chacun se souvient de ce 30 août 2004, au cours duquel Nicolas Sarkozy recevait en grandes pompes, au sein même du Ministère de l'Economie et des Finances, l'acteur Tom Cruise, grand prosélyte de l'Eglise de scientologie. La presse française, et de nombreuses associations de lutte contre les sectes, s'en étaient émues, mais avaient finalement considéré que le ministre avait agi ainsi pour bénéficier de l'image internationale de la star d'Hollywood. Problème, un an plus tard, de retour à Paris, le célèbre prosélyte reconnaîtra avoir parlé avec le Ministre de cette secte : « Nous avons parlé de tout, de scientologie, de cinéma, de vie familiale ».

Le livre de Sarkozy, « La République, les religions et l'espérance », a été écrit en collaboration avec Thibaud Collin, membre de la Fondation de service politique. Cette Fondation est financée par le Vatican et recrute ses administrateurs à l'Opus Dei, à l'Ictus ou chez les Légionnaires du Christ.

En 2002, Arnaud Palisson, en charge des sectes aux RG, publie sa thèse d'Etat à la Sorbonne et obtient la plus haute mention et les félicitations du jury malgré la saisine du Tribunal administratif par l'Eglise de scientologie. Favre, l'éditeur universitaire suisse le contacte et décide de publier cette thèse... et de la diffuser en ligne sur Internet. A partir de ce moment (Nicolas Sarkozy est ministre de l'intérieur), les pressions hiérarchiques sur M.

Palisson commencent, et ce dernier est finalement « déchargé » du dossier des sectes et remplacé par un inspecteur ne connaissant rien à la scientologie...

A la même époque, sous les gouvernements Raffarin / Sarkozy, la mission gouvernementale qui s'occupe des sectes, la Mission interministérielle de lutte contre les sectes, créée par Alain Vivien devient la Miviludes, Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Petit détail hautement signifiant : alors que les RG faisaient partie de la Mils... les voilà tout bonnement écartés de la Miviludes... (Charlie Hebdo, 18 novembre 2003). Etonnant neutralisation des moyens de luttés contre un mouvement sectaire particulièrement dangereux, curieuse complaisance.... Et les pratiques de la Miviludes s'éloignent de celles de la Mils : les membres de la mission ont été priés d'assister, en mai 2003, à une réunion de sociologues des religions vantant les mérites d'une laïcité plus ouverte au religieux ; réunion à laquelle ils doivent assister sans pour autant intervenir. Ils y croisent Alain Garay, avocat des Témoins de Jéhovah, Danièle Gounord, « porte parole » de la Scientologie, Vianney Sevestre, bureau des cultes au ministère de l'Intérieur, qui d'ailleurs mangent ensemble après le séminaire. Sarkozy défend aussi d'autres extrémismes religieux : à propos des évangélistes il déclare par exemple : « J'ai participé à l'assemblée générale de la Fédération évangélique de France. J'ai été frappé par le dynamisme de cette Eglise, qui constitue la deuxième fédération protestante en France et dont le nombre de paroisses ne cesse d'augmenter ». A propos des Témoins de Jéhovah, qui refusent la transfusion sanguine (le fait Majeur qui les empêche de sortir de la catégorie « secte ») : « jamais un incident qui mette en cause des enfants ou le pronostic vital ou le fonctionnement du service hospitalier ne m'a été signalé sur ces trois dernières années ». S'il n'y a pas eu de problème, c'est qu'il n'y en aura pas, donc...

Si c'est dans les gênes, alors...

Sarkozy a déclaré dans le numéro d'Avril du mensuel Philosophie magazine: « J'inclinerai pour ma part à penser que l'on naît pédophile ». Ce propos fait écho à la polémique ouverte en septembre 2005 par la publication d'un rapport de l'INSERM, qui préconisait le dépistage chez les tous petits enfants "des signes précurseurs de la délinquance" et que Sarkozy avait repris à son compte. Fort heureusement une forte mobilisation avait alors forcé le ministre à remettre ce projet dans son tiroir. Ces déclarations ont été condamnées et par la gauche, comme traditionnellement, et par Bayrou, qui a indiqué que ces déclarations le « glaçaient ». L'Eglise catholique s'est également insurgée. En effet, quid du libre arbitre ? Quid des théories freudiennes ? Quid de la construction personnelle ? Le monde est divisé entre les bons et les méchants, ceux qui ont les gênes pour faire le bien et ceux qui ont ceux pour faire le mal. Pas de guérison possible, ni même de rédemption. Exactement la même vision du monde que George W. Bush...

Le Fameux Ministère

Nicolas Sarkozy, pour draguer l'extrême droite, a sorti l'argument du « ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale » qui a refroidi Simone Veil, fraîchement ralliée... Le rapprochement de ces termes pose problème même dans son camp. Il a menti en annonçant que 14 pays en Europe étaient dotés d'un tel dispositif, en réalité un seul s'en rapproche, l'Angleterre. Des pays comme l'Espagne ont en effet un sous secrétariat à l'Immigration, mais il est dépendant du ministère... des Affaires Sociales.

Cette exacerbation de la haine de l'autre, de l'étranger, passe par la politique d'expulsion conduite ses derniers temps. Sarkozy avait fixé un chiffre de régularisations d'enfants scolarisés : 6700. A peine plus le seront : 6924. Et sur des critères problématiques : non pas l'intégration des enfants, leur maîtrise de la langue, etc... mais par copinage avec les « parrains » des enfants. Par exemple, le ministère a régularisé 50 enfants « choisis » par Enrico Macias : tant pis pour les autres qui répondaient aux mêmes critères. La

reconduite à la frontière fait souvent fi des dangers encourus dans les pays d'origine par les expulsés. Le droit d'asile est de plus en plus refusé. Par exemple, Elanchelvan Rajendram, qui avait fui les persécutions qu'il subissait au Sri Lanka, a été expulsé, alors que deux de ses frères avaient déjà été tués là bas. Il a été exécuté par l'armée sri lankaise le 28 février.

CHAPITRE 7 DE L'HERITAGE DE LA DROITE OU DE L'ART D'ALLER PLUS A DROITE ENCORE

L'ultralibéralisme

Les Français savent tous désormais que la doctrine anti 35 heures de Sarkozy est « travailler plus pour gagner plus ». Une telle proposition est incongrue : où le salarié pourrait-il décider seul de travailler plus ou moins ? C'est le patron qui donnera les consignes ! Il n'y a qu'à voir, de nos jours, les entreprises qui pratiquent déjà les 39h plutôt que les 35, et les entreprises qui préfèrent employer tout le monde à temps partiel... Tout ceci participe de la dialectique selon laquelle il y a les méritants, les travailleurs ; et les assistés. Balkany, par exemple, a été piégé par les Yes Men (vidéo sur Internet) ; il y affirme qu'il n'y a pas de « pauvres » en France (sic) et que les SDF ont eux-mêmes choisi d'être « marginaux » (re sic). Et parce qu'il n'est pas possible de gouverner avec les seuls suffrages des « riches », le discours dresse les rmistes contre les smicards, les Français « de souche » contre les travailleurs immigrés...

Sarkozy, ami des puissances économiques, renie tous ses engagements et se sert de son influence pour favoriser ses amis. Ainsi l'action sur Alstom qu'il revendique en permanence a surtout servi à accorder 20% du capital de l'entreprise à son ami Arnault. Sarkozy revient sur tous ses engagements : il a réalisé l'ouverture du capital d'EDF-GDF et s'est engagé à ce que jamais cette entreprise ne soit privatisée en 2004. Mais il a renié cet engagement en 2006 en privatisant GDF. « L'homme n'est pas une marchandise comme les autres » a-t-il déclaré lors d'un meeting à Saint Etienne le 09 novembre 2006. Cela en dit long sur sa vision des choses... Un bilan lourd à porter : celui de ces cinq dernières années... Il est injuste pour les Français que le grand absent de cette élection soit le bilan du pouvoir sortant!

Emploi

Trucage des chiffres du chômage annoncé à 8,4% (8,9% en 2002) : 8,8% (monté jusqu'à 10% en 2005).

Accroissement du nombre de RMIstes : +250 000 en 5 ans.

Nombre de RMIstes : 1 200 000.

Nombre de stagiaires : 1 000 000.

Suppression des emplois jeunes : - 470 000 emplois

Nombre des temps partiels contraints (<848€) : 11 400 000.

Nombre de retraités forcés (de 55 ans à 60 ans) : 500 000.

Nombre des retraités de moins de 55 ans non pris en compte : 2 500 000.

Economie

Croissance française vs croissance moyenne CEE depuis 5 ans (croissance sous Jospin : de 2% à 4%) : +1,2% contre 2,5%.

Le bonnet d'âne de la croissance en CEE en 2006 +2,0 contre 2,7%

PIB France contre PIB Allemagne en 2006 : +2% contre 2,6%.

Augmentation de la dette malgré la privatisation d'EDF, des autoroutes, etc : +30% d'endettement de la France depuis 5 ans (l'endettement sous Jospin avait baissé de 20 Milliards d'€).

+ 400 Milliards d'€ de déficit de la Sécurité Sociale (stable sous Jospin).

Malgré les déremboursements de médicaments : 8,6 milliards d'€ déficit commercial en 2006 en France (le bénéfice commercial allemand en 2006 +100 Milliards d'€)
-29, 2 Milliards d'€ en investissement des entreprises (en hausse jusqu'en 2002)
Charges sociales et fiscales prélèvements obligatoires (PO) 2002 : 43,1 %.
2005 : 44 % accroissement des PO en 5 ans.
Accroissement du prix du logement en 5 ans : +100%.
Accroissement du prix de la location du logement en 5 ans : +25%.
Accroissement des prix de l'alimentation en 5 ans : +12%.
Nombre d'enfants en état de pauvreté : 2 000 000.
Nombre des SDF : 100 000.

Un bilan Sécurité globalement négatif

Agressions sur les personnes et viols : 50 000/an.
Violence contre les femmes : +12% en 5 ans.
Augmentation des atteintes volontaires aux personnes : +8,1% en 2002, +6,9% en 2003, +2,6% en 2004, +7,8% en 2005, +9,8% en 2006.
Coups et blessures volontaires en banlieue (ZUS) : +4,7% en 2 ans.
Vols avec armes blanches dans les domiciles (ZUS) : + 14% en 2 ans.
Augmentation des incendies de voitures : 45 000 en 2006 (contre 20 000 sous Jospin).
Incendie de biens publics : +35% en 5 ans.
Incendie de biens privés : + 59% en 5 ans.
Nombre de plaintes à la CDNS pour « bavures » : +30% en 2006.
Budget de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité : 510,77€ hors salaires par an.

Ce qui a changé pour les citoyens

En cinq ans, l'UMP n'a pas augmenté les salaires, les prix de la pierre ont doublé, les loyers ont pris 25%, les déremboursements de médicaments ont été nombreux, le forfait hospitalier a été instauré, les atteintes aux personnes ont fortement augmenté, la qualité de l'enseignement et de la culture a baissé ; en contre partie les impôts (dont ceux finançant la Sécu) ont augmenté, de même que la dette sur la tête de chaque Français.

Ce qui a changé pour les entreprises

L'investissement a baissé, le solde commercial est négatif, la croissance est mauvaise comparée à celle de la zone euro, le déficit courant a augmenté, le chômage a augmenté et a difficilement été ramené au taux de 2002. Seules les grosses entreprises en profitent : leurs bénéfices ont explosé.

Toujours plus vers le FN...

Des liens étroits avec des repentants (ou pas ?) d'Occident

Occident était un groupuscule d'extrême droite dans les années 70. On y a trouvé, entre autres : Patrick Devedjian (futur maire d'Antony et député des Hauts-de-Seine, actuellement conseiller politique et représentant de Nicolas Sarkozy), Gérard Longuet (futur ministre de l'Industrie et président du Conseil régional de Lorraine), Alain Madelin (futur ministre, député UDF, président de Démocratie libérale, puis député UMP), William Abitbol (futur conseiller de Charles Pasqua), Pierre-Philippe Pasqua (fils de Charles Pasqua), Jean-Jacques Guillet (futur député des Hauts-de-Seine), Claude Goasguen (futur député de Paris), Hervé Novelli (futur député d'Indre-et-Loire)...

Les appels du pied

Jérôme Rivière, député UMP de Nice qui préside le comité de soutien du candidat MPF Philippe de Villiers, a lâché le morceau et affiche la couleur : "il est temps d'en finir, à droite, avec le « cordon sanitaire » placé autour du FN. Sauf à faire éternellement le lit de la gauche, laquelle, par ses dérives, menace aujourd'hui jusqu'à l'identité de la France. Il est déjà si tard". (Rivière, La droite la plus repentante du monde).

Sarkozy multiplie les cajoleries : la création du fameux ministère, la dose de proportionnelle annoncée par Hortefeux, le mot « racaille », etc... ; il a également fait obtenir la Légion d'Honneur à un de ses amis qui se trouve être un maire d'extrême-droite ayant été condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale. Il a repris la formule du FN et du MPF : « la France, tu l'aimes ou tu la quitte ». De son côté Le Pen est flatté mais pas encore décidé : « Si Sarkozy dit qu'il est d'accord pour un rapprochement, pourquoi pas ? [...] je n'ai pas de contentieux avec Nicolas Sarkozy comme j'en avais avec Chirac. Je ne vois pas pourquoi je ne parlerais pas avec lui ».

Le FN au pouvoir avant 2012

Selon Le Canard Enchaîné, Sarkozy envisagerait de faire rentrer le FN au gouvernement dès que Le Pen lâchera les rênes à sa fille, qui débarrasserait le parti d'extrême droite des spectres de l'antisémitisme. Tout cela est prévu avant 2012, pour « une victoire durable de la droite ».

CHAPITRE 8

DE L'EXCITATION PERMANENTE

OU DE L'ART DE FAIRE DE LA VIOLENCE UNE POLITIQUE

Les « bourdes » du candidat Sarkozy

« La reine d'Angleterre est un arbitre, pas le Président de la République Française ». Dire que la reine d'Angleterre est un arbitre, c'est un peu gros. Par contre, l'article de la Constitution dit expressément : « Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. ».

A la question du nombre de sous-marin nucléaire d'attaque, il répond « quatre » alors qu'il y en a six. La presse s'est gaussée de l'erreur de Ségolène Royal dans la même émission sur une question similaire, de l'erreur de Sarkozy, par contre, il n'en a que peu été question. (RMC).

« le Smic c'est le salaire de la moitié des Français » (J'ai une question à vous poser, TF1)... Ah bon !? Selon Eurostat, ce n'est que 15,6%.

« le Brent est monté jusqu'à 90\$ le baril » (J'ai une question à vous poser, TF1)... Le prix maximal atteint a été de 77,25\$.

« Il y a 40 ans il y avait une inflation à 24% » (J'ai une question à vous poser, TF1)... Le record est de 13,7% en 1974 ; l'inflation était de 2,7% en 1967.

« On ne peut pas dire que les dirigeants d'Al Qaida, ce sont des chiites ou des sunnites » (RMC). Si : ce sont des sunnites, tous, sans exception...

Selon Sarkozy, Les chiites et les sunnites sont des « ethnies ». (RMC). Alors que ce sont les partisans de deux branches de l'Islam (la même différenciation que le protestantisme et le catholicisme pour le christianisme en quelque sorte).

On a beaucoup moqué Ségolène Royal mais Sarkozy est aussi un adepte des néologismes : lors d'une rencontre dans une entreprise, Sarkozy a employé « l'héritation » à la place de « l'héritage » et lors d'un déplacement en Loire-Atlantique, il a déclaré : "moi, je suis pour la "conquérance".

Sarkozy répondant à Claire Chazal : "Vous savez, j'ai eu pendant 4 ans la responsabilité de la sécurité des français et pendant 4 ans, il n'y a pas eu de problème...", "...enfin il y a eu beaucoup de problèmes mais il n'y a pas eu de bavure, pas d'incident..."... Pourtant, une hausse de 26% des plaintes contre les forces de l'ordre en un an, c'est quand même assez gros...

« Comme l'a dit Mitterrand, 'vous n'avez pas le monopole du cœur' » (Au Mont-Saint-Michel, le 15 janvier 2007), alors que c'est la phrase qui a fait gagner... Valéry Giscard d'Estaing !

« En 1997, quand Ségolène Royal était la collaboratrice de Mitterrand » (justifications à propos de la note des RG sur Bruno Rebelle)... Hum hum, celui-ci étant mort depuis deux ans, et Ségolène Royal a été la collaboratrice de Mitterrand jusqu'en 1986...

« 13 000 ou 14 000 suicides de jeunes par an » selon lui. En réalité, il y en a 600. Mais si c'est génétique...

Un personnage égotique

Il suffit de lire la profession de foi de Sarkozy pour s'en persuader : en trois pages, il arrive à dire seize fois « je veux », et il emploie le « je » soixante-sept fois. Sarkozy est uniquement préoccupé par lui-même. Chirac a déclaré à ses proches que de lui confier le pouvoir, c'était « comme organiser une barbecue partie en plein été dans l'Estérel ». François Goulard, ministre, avance : « son égotisme, son obsession du moi lui tient lieu de pensée. La critique équivaut pour lui à une déclaration de guerre qui ne peut se terminer que par la reddition, l'achat ou la mort de l'adversaire. Chirac a le souci des autres, de l'homme. Sarkozy écrase tout sur son passage. Si les Français savaient vraiment qui il est, il n'y en a pas 5% qui voteraient pour lui. »

Dominique de Villepin, lui, pense que Sarkozy « a loupé sa cristallisation, [que] sa violence intérieure, son déséquilibre personnel l'empêchent d'atteindre à la hauteur de la présidence ». Jean François Probst (ancien vice président du RPR des Hauts de Seine) affirme : « Sarkozy croit toujours, comme en 1995, qu'il peut intimider les gens. Quand je l'ai rencontré, dans les années 80, il avait déjà ses qualités – énergie, ténacité – et ses défauts, dont j'imaginai qu'il les corrigerait. Je pensais, notamment, qu'il comblerait son inculture. Bernique ! Il n'a fait que courir d'une lumière à l'autre. Il est fasciné par ce qui brille, les nouveaux riches, le show off, les copains à gourmettes mêmes s'ils trichotent avec les règles communes. Tom Cruise qu'il reçoit à Bercy, ébloui, et fait raccompagner en vaporetto. »

Un député UDF rallié à l'UMP affirme : « on dit qu'il est narcissique, les mots sont faibles. Jamais je n'ai rencontré une telle capacité à effacer spontanément du paysage tout, absolument tout, ce qui ne renvoie pas à lui-même. Sarkozy est une sorte d'aveugle au monde extérieur dont le seul regard possible serait tourné vers son monde intérieur. Il se voit, il se voit même constamment, mais il ne voit plus que cela. »

Un personnage violent

Les commentaires sur ses acolytes sont nombreux : François Fillon est « un nul qui n'a aucune idée », Michel Barnier « le vide fait homme », Philippe Douste-Blazy « la lâcheté faite politicien », Alain Juppé « un dogmatique rigide. Fabius en pire ».

Devant la Police

D'après des policiers cités par l'AFP, Nicolas Sarkozy a piqué une colère, à Bobigny, face aux principaux responsables de la police en Seine-Saint-Denis. Le ministre de l'Intérieur les avait réunis à huis clos après la divulgation d'une note du préfet sur la délinquance dans le département. Le Canard enchaîné du mercredi 27 septembre relate également les propos d'un des fonctionnaires présents à cette réunion : « Nicolas Sarkozy a invectivé à coup de "crétins !", "connards", "incapables" les personnalités présentes ». « Il était intenable », poursuit le fonctionnaire au Canard, « il s'est mis à hurler, à prononcer des mots très durs et blessants ».

Devant le juge Portelli

Le Canard Enchaîné du 13 décembre 2006, rapporte que pendant l'émission *Ripostes*, diffusée dimanche dernier, un juge, M. Portelli, avait « osé » dire à Sarkozy que ses chiffres sur la délinquance étaient faux et mensongers. Après l'émission, Sarkozy lui saute dessus, fou de colère, et lui dit : « M. Portelli, je n'ai jamais vu un juge comme vous, je n'aimerai pas être jugé par un magistrat comme vous ! » Et Portelli de répliquer : « Sarkozy,

je n'aimerai pas être citoyen si vous êtes élu président de la République en 2007 ! » Et tout en disant ça, le juge, qui mesure plus d'1m80, tapote l'épaule de Sarkozy. C'est la goutte d'eau pour Sarkozy qui frise se met à hurler comme si Portelli avait la peste : « Ne me touchez pas, ne me touchez pas !!! » et s'en va.

Devant Henri Emmanuelli

Avril 2004 : « Henri Emmanuelli a élevé une "protestation publique" contre "les menaces" qu'aurait proférées mardi Nicolas Sarkozy contre lui lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée, en annonçant qu'il allait saisir le président Jacques Chirac. Selon lui, Sarkozy lui avait lancé : "fais gaffe à toi, fais gaffe, fais bien attention à toi".

"On est en droit d'attendre d'un ministre de la République qu'il garde son sang-froid et qu'il ne prodigue pas des menaces à l'Assemblée nationale envers un parlementaire", a expliqué Emmanuelli, en affirmant "ne pas savoir pourquoi" Sarkozy lui avait dit cela. [...] "J'aimerais savoir à quoi je dois faire gaffe, à quoi je dois faire attention et (j'aimerais savoir) s'il peut prendre l'assurance, quand il occupera d'autres responsabilités, qu'il n'aura pas d'autres ruptures nerveuses", a conclu M. Emmanuelli.

Devant Dominique de Villepin

« Un jour, je finirai par retrouver le salopard qui a monté cette affaire et il finira sur un crochet de boucher. » Nicolas Sarkozy cité dans la Tragédie du Président, Franz-Olivier Giesbert, 2006, à propos des manipulations de l'affaire Clearstream.

Devant Azouz Begag

En novembre 2005, Nicolas Sarkozy « passe à Azouz Begag un savon tellement incroyable qu'il ne peut s'empêcher de le consigner sur le champ : 'Tu es un salaud ! Un déloyal, un connard ! Je vais te casser la gueule ! Tu te fous de mon nom... Azouz Sarkozy ! Je vais te montrer, moi, Azouz Sarkozy... Tu te fous de mon physique aussi, je vais te casser ta gueule, salaud ! Connard !'".

"A chaque fois que j'essaie de placer un mot", explique Azouz Begag, "il me coupe : 'J'en ai rien à foutre, de tes explications ! Tu vas faire une dépêche à l'AFP pour t'excuser, sinon je te casse la gueule...' ».

EPILOGUE

Ainsi, si par malheur, Sarkozy était élu le 6 mai, nous verrions dans les mains d'un seul homme les prérogatives du Président (pouvoir militaire et bouton atomique au service de l'idéologie américaine) pouvoir médiatique (80% des médias qui lui sont favorables), le pouvoir économique et financier (via ses amis), ajoutés aux pouvoirs du Parlement et du Gouvernement si l'UMP gagne les législatives

Le Conseil Constitutionnel et le CSA sont déjà aux mains de la droite (tout comme le Sénat). Pour cette droite « dure », tout est déjà joué, Sarkozy a déjà annoncé le nom de son premier ministre potentiel – François Fillon – et ses lieutenants se partagent déjà les ministères. Mais peut être se sont-ils trop précipités ? Aux urnes !